

DE L'ASSERVISSEMENT A L'AUTONOMISATION DE LA FEMME IVOIRIENNE : ANALYSE DU ROLE STRATEGIQUE DE LA COMMUNICATION DANS LES DYNAMIQUES DE GENRE

ACKAH Alexis Innocent Dit Marshall

Enseignant-Chercheur, Département Ecole Supérieure de Musique et de Danse (ESMD), Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSSAC), Abidjan-Côte d'Ivoire
ackahmarsh@yahoo.fr

N'DA Yao Jean-Claude

Enseignant-Chercheur, Département des Sciences du Langage et de la Communication, Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire
ndayao12@yahoo.fr

Résumé

L'article analyse les formes d'asservissement et les processus d'autonomisation des femmes ivoiriennes à travers le prisme de la communication sociale et politique. À partir d'une approche qualitative et d'un cadre théorique croisé (Judith Butler, Joan Scott, Raewyn Connell, Nancy Fraser et Jürgen Habermas), il met en lumière les mécanismes discursifs, symboliques et médiatiques qui reproduisent ou contestent les normes de genre. Il interroge également le positionnement stratégique de diverses catégories de femmes (leaders, médiatisées, activistes numériques) dans la transformation des rapports sociaux de sexe. Les résultats ont montré que l'asservissement des femmes repose souvent sur une communication silencieuse ou normative. Les transformations observées révèlent un double processus : d'un côté, une appropriation croissante des outils communicationnels par les femmes ; de l'autre, une résistance des structures patriarcales à la redistribution de la parole

Mots-clés : *autonomisation, communication, Côte d'Ivoire, genre, médias,*

Abstract

This article analyzes the forms of subjugation and processes of empowerment of Ivorian women through the prism of social and political communication. Using a qualitative approach and a cross-theoretical framework (Judith Butler, Joan Scott, Raewyn Connell, Nancy Fraser, and Jürgen Habermas),

it highlights the discursive, symbolic, and media mechanisms that reproduce or challenge gender norms. It also examines the strategic positioning of various categories of women (leaders, media-covered women, digital activists) in the transformation of gender relations. The results show that the subjugation of women often relies on silent or normative communication. The observed transformations reveal a dual process: on the one hand, a growing appropriation of communication tools by women; on the other, a resistance of patriarchal structures to the redistribution of voice

Keywords: *empowerment, communication, Ivory Coast, gender, media,*

Introduction

La question du genre et de l'autonomisation des femmes demeure au cœur des débats sociopolitiques et académiques contemporains, tant sur le plan international que local. En Afrique subsaharienne, et plus spécifiquement en Côte d'Ivoire, la place accordée à la femme dans les sphères économique, sociale et politique a connu des mutations notables au fil des décennies, oscillant entre traditions patriarcales profondément enracinées et dynamiques de transformation sociale portées par les revendications d'égalité et les politiques de développement. Si les femmes ivoiriennes ont longtemps été cantonnées à des rôles subalternes et souvent invisibilisées dans les espaces décisionnels, leur mobilisation croissante et l'émergence de nouvelles formes d'expression ont favorisé une remise en question des rapports de pouvoir entre les sexes. Déjà en 2015, le sommet annuel de l'Union Africaine tenu à Nairobi déclaré 2015, année de l'autonomisation de femmes. Mais plus de 10 ans après, la même problématique de l'autonomisation continue d'occuper une place de choix dans les thématiques de développement durable, quelques sondages attribueraient les causes à la culture patriarcale qui prévaut dans les sociétés africaines. Dans un tel contexte, la communication apparaît comme un levier stratégique dans la redéfinition des rapports de genre. Qu'elle soit interpersonnelle, institutionnelle ou médiatique, elle joue un rôle déterminant dans la construction,

la diffusion et la légitimation des représentations sociales liées au genre. Les campagnes de sensibilisation, les discours politiques, les mouvements féministes en ligne, ainsi que les initiatives communautaires de plaidoyer participent activement à la reconfiguration du statut de la femme dans la société ivoirienne. Toutefois, la portée réelle de ces actions reste à questionner : permettent-elles une véritable autonomisation ou contribuent-elles, parfois malgré elles, à reproduire des formes d'asservissement symbolique sous couvert de modernité ?

Dans ce contexte de dichotomie entre une volonté politique affichée et des réalités socioculturelles résistantes, la communication entre l'écho des réformes institutionnelles et la déconstruction des stéréotypes profondément ancrés parvient-elle à naviguer la ligne ténue entre la promotion d'une véritable autonomisation de la femme ivoirienne et la reproduction involontaire, ou même stratégique, de formes d'asservissement symbolique, notamment au regard de la persistance de pratiques néfastes et des inégalités en matière de droits (foncier, héritage) malgré le nouveau cadre légal ? Quels sont les mécanismes communicationnels spécifiques (discours, canaux, narratifs) qui parviennent à subvertir la culture patriarcale, et, inversement, quelles sont les stratégies discursives qui, sous couvert de modernité ou d'aide au développement, reconduisent subrepticement les femmes dans des rôles subalternes ou cantonnés ?

La présente étude s'inscrit dans cette interrogation critique. Elle vise à analyser le rôle stratégique de la communication dans le passage de l'asservissement à l'autonomisation de la femme en Côte d'Ivoire. Plus spécifiquement, elle cherche à comprendre comment les différents dispositifs et pratiques communicationnels influencent les dynamiques de genre, entre reproduction des normes et émancipation. L'intérêt scientifique de cette recherche réside dans sa capacité à articuler les apports des études de genre, de la communication sociale dans le

contexte ivoirien, encore peu exploré sous cet angle. Pour ce faire, une approche qualitative sera prise, s'attendant à l'analyse de contenus discursifs (médias, discours politiques, campagnes de sensibilisation), des entretiens semi-directifs avec des actrices du changement, ainsi qu'une observation de terrain de certaines initiatives locales en faveur de l'autonomisation des femmes. Il s'agira ainsi de mettre en lumière les mécanismes communicationnels qui soutiennent, freinent ou redéfinissent les trajectoires d'émancipation féminine dans un contexte sociohistorique marqué par de fortes résistances, mais également par des aspirations renouvelées à l'égalité.

1. Approche conceptuelle, cadre de référence théorique et méthodologique

1-1- Approche conceptuelle

Afin de mieux cerner la problématique abordée, il est essentiel de s'appuyer sur une approche conceptuelle solide. Celle-ci permet d'identifier les concepts clés mobilisés dans cette recherche, de clarifier les relations qui les unissent, ainsi que de situer notre travail dans le cadre théorique existant. Cette section vise à expliciter les fondements conceptuels sur lesquels repose notre analyse, en s'appuyant sur les apports de la littérature scientifique pertinente. Une définition succincte des termes suivants s'impose :

- Asservissement

L'asservissement désigne un processus de domination et de subordination par lequel un individu ou un groupe social est privé de sa liberté, de son autonomie et de sa capacité d'agir. Appliqué au contexte des femmes ivoiriennes, ce concept renvoie à l'ensemble des mécanismes sociaux, culturels, économiques et politiques qui perpétuent leur marginalisation et leur dépendance vis-à-vis du pouvoir patriarcal. Il s'exprime

notamment à travers les inégalités d'accès à l'éducation, à la propriété, à la parole publique, ainsi qu'à travers les violences sexistes, institutionnelles ou symboliques (Scott, 1988 ; Connell, 2002).

- Autonomisation

L'autonomisation (ou empowerment) est un processus dynamique par lequel les individus, en particulier les femmes, acquièrent les ressources, les compétences et le pouvoir nécessaire pour exercer un contrôle sur leur vie, influencer leur environnement et participer activement à la vie sociale, économique et politique (Sen, 1999 ; Nussbaum, 2000). En Afrique, et notamment en Côte d'Ivoire, l'autonomisation des femmes prend souvent des formes plurielles : inclusion économique, accès à l'éducation, participation à la gouvernance locale, liberté d'expression ou encore affirmation identitaire à travers les médias et les réseaux sociaux.

- Communication stratégique

La communication stratégique désigne l'usage intentionnel de messages, de médias et de dispositifs de communication dans le but d'atteindre des objectifs précis liés au changement social, à la sensibilisation ou à la mobilisation. Dans une perspective de transformation des rapports de genre, elle joue un rôle clé dans la construction de discours alternatifs, la visibilité des luttes féminines, et la reconfiguration des imaginaires sociaux autour du rôle des femmes (Wolton, 1997 ; Miège, 2005). Elle comprend aussi bien les actions des institutions, des ONG, des militantes que les usages quotidiens des médias numériques par les femmes elles-mêmes.

- Dynamiques de genre

Les dynamiques de genre renvoient aux interactions, négociations et rapports de pouvoir entre les sexes dans des

contextes sociaux donnés. Elles englobent la manière dont les rôles masculins et féminins sont définis, reproduits ou remis en cause dans les sphères familiale, professionnelle, politique et médiatique. Ces dynamiques ne sont ni fixes ni universelles : elles évoluent selon les contextes historiques, culturels et économiques (Butler, 1990 ; Connell, 2002). En Côte d'Ivoire, ces dynamiques sont influencées par des héritages traditionnels, coloniaux et postcoloniaux, mais aussi par des formes contemporaines de résistances féminines et d'expression identitaire.

- Femme ivoirienne

La femme ivoirienne, en tant que catégorie socio-identitaire, ne constitue pas un groupe homogène. Elle est traversée par des réalités diverses selon l'ethnie, la classe sociale, le niveau d'instruction, le lieu de résidence (urbain/rural) ou l'âge. Néanmoins, elle incarne à la fois les héritages des assignations traditionnelles de genre et les potentialités d'un agent actif du changement. Dans le cadre de ce travail, la femme ivoirienne est appréhendée comme actrice des mutations sociales, porteuse de revendications, et sujet stratégique des transformations liées à la communication et à l'émancipation.

1-2- Cadre de référence théorique

L'analyse du passage de l'asservissement à l'autonomisation de la femme ivoirienne nécessite une mobilisation de plusieurs courants théoriques articulant genre, pouvoir et communication. D'une part, la théorie féministe constitue un socle incontournable pour appréhender les rapports sociaux de sexe comme constructions historiques, culturelles et symboliques (Butler, 1990 ; Scott, 1988). Elle permet de déconstruire les logiques patriarcales à l'origine de la subordination des femmes dans les sphères privées et publiques, tout en mettant en lumière les mécanismes de résistance et d'émancipation. D'autre part, la

théorie des dynamiques de genre (Connell, 2002) offre un cadre d'analyse des interactions entre masculinités et féminités dans un contexte postcolonial, en soulignant les relations de pouvoir qui façonnent les identités genrées en Afrique de l'Ouest. Par ailleurs, la théorie critique de la communication (Habermas, 1984 ; Fraser, 1990) permet de concevoir la communication non seulement comme un vecteur d'expression, mais aussi comme un espace de lutte pour la reconnaissance, l'égalité et la justice sociale. Elle invite à considérer les médias, les réseaux sociaux et les discours publics comme des arènes stratégiques dans lesquelles se jouent les rapports de domination, mais aussi comme des leviers de transformation sociale. Dans cette optique, la communication stratégique, telle que définie par la socio-communication (Miège, 2005 ; Wolton, 1997), constitue un outil essentiel de visibilisation des enjeux de genre et d'influence des représentations collectives. Enfin, une approche intersectionnelle (Crenshaw, 1991) enrichit ce cadre en intégrant les dimensions croisées de classe, d'ethnicité et d'appartenance culturelle, permettant ainsi une analyse fine des trajectoires d'autonomisation des femmes ivoiriennes, souvent marquées par des expériences multiples et différenciées d'oppression. Ce cadre théorique pluriel vise donc à articuler les apports des études de genre, des sciences de la communication et de la sociologie critique pour appréhender la manière dont la communication peut être mobilisée comme instrument stratégique de transformation des rapports sociaux et de promotion de l'autonomie des femmes en Côte d'Ivoire.

1-3- Cadre méthodologique

Dans le cadre de cette recherche portant sur le rôle stratégique de la communication dans l'autonomisation des femmes ivoiriennes, une approche qualitative a été privilégiée. Elle s'inscrit dans une analyse thématique consistant à replacer chaque unité dans le thème correspondant selon la grille

d'analyse synoptique. Il s'agit en termes de mode d'utilisation de découper les entretiens en vue de transcrire le contenu selon des unités de sens (les mots utilisés, les adjectifs, le type de vocabulaires, les expressions clés...). Puis les interpréter faisant ressortir les idées saillantes, les contradictions, les points de convergence ou de divergence. Afin d'en identifier des tendances selon les critères (âge, milieu social, niveau d'éducation, statut professionnel, etc.) ; ceci dans l'optique de saisir les logiques profondes, les représentations sociales et les pratiques discursives qui structurent les dynamiques de genre dans le contexte ivoirien. Conformément à l'approche compréhensive (Weber, 1971), la démarche adoptée vise à restituer les points de vue des femmes concernées par les processus d'émancipation, tout en identifiant les mécanismes communicationnels mobilisés dans leurs trajectoires d'autonomisation. S'inscrivant dans une logique inductive (Glaser & Strauss, 1967), l'analyse ne repose pas sur des hypothèses a priori, mais sur une construction progressive des catégories à partir des données empiriques. Le recueil des données s'est effectué entre juin et septembre 2025, à travers des entretiens semi-directifs administrés en face à face ou, lorsque nécessaire, à distance (par visioconférence ou téléphone), selon une stratégie d'échantillonnage raisonné, typique des recherches qualitatives. L'échantillon est constitué de 25 femmes engagées dans des initiatives liées à l'autonomisation, issues de secteurs variés : structures de la société civile, organisations féminines, sphère médiatique, entrepreneuriat et activisme numérique. Ce choix a permis d'appréhender la diversité des parcours et des usages communicationnels. L'entretien semi-directif, en favorisant un échange souple (Blanchet & Gotman, 2010), a permis d'explorer en profondeur les significations que les enquêtées attribuent à leurs actions, aux obstacles rencontrés, ainsi qu'aux stratégies discursives et médiatiques déployées. Parallèlement, une analyse de contenu qualitative (Bardin, 2013)

a été menée sur un corpus de discours médiatiques articles de presse, émissions audiovisuelles, publications numériques mettant en valeur l'autonomisation féminine, afin d'identifier les régularités thématiques, les logiques de mise en récit du genre et les rapports de pouvoir symbolique à l'œuvre dans l'espace public. Enfin, la triangulation des données (Flick, 2004), combinant entretiens, observations de terrain et analyse documentaire, a été mobilisée pour renforcer la validité des résultats et assurer la robustesse de l'interprétation, en croisant les perspectives empiriques et analytiques.

2. Résultats

2.1 Formes et manifestations de l'asservissement (verbatim clés, stéréotypes, violences)

L'autonomisation de la femme ivoirienne ne doit pas être un miroir aux alouettes. Il est essentiel d'interroger les formes d'asservissement qui subsistent ou apparaissent dans ce processus. Le tableau ci-dessous synthétise les principales formes d'asservissement identifiées à travers les verbatims recueillis, en lien avec les stéréotypes de genre et les différentes formes de violences évoquées par les participantes. Cette catégorisation permet de mettre en évidence la diversité des mécanismes d'oppression, qu'ils soient explicites ou insidieux, et d'en analyser les implications sur la construction identitaire et la capacité d'agir des femmes. L'analyse qui suit s'attache à dégager les logiques sociales à l'œuvre derrière ces formes d'asservissement, ainsi que leur ancrage dans les représentations dominantes.

Tableau 1 : Formes d’asservissement et dimensions associées

Catégorie	Manifestations observées	Canaux de communication impliqués	Exemples / Verbatims
Discursif / symbolique	Discours de soumission, intériorisation des rôles subalternes	Famille, religion, médias, école	« Une femme ne doit pas trop parler », « Mon mari décide de tout »
Stérotypique / idéologique	Représentations figées du féminin et du masculin	Médias, publicités, messages politiques	Femme = mère, soumise ; Homme = chef, décideur
Violence verbale / physique	Insultes sexistes, violences domestiques normalisées	Sphère privée et publique	« Quand il me frappe, je ne dis rien. C’est comme ça le mariage »
Institutionnel / structurelle	Inégalités d’accès à l’éducation, justice, soins	État, école, système judiciaire	Faible taux de scolarisation des filles, peu de recours juridiques

Communication contrôlée / censurée	Silenciation de la parole féminine dans les espaces communautaires	Réunions, débats publics, médias	« Quand une femme parle trop, on dit qu'elle est mal élevée »

Source : notre proposition

Le tableau sur les formes d'asservissement de la femme ivoirienne met en lumière les multiples dimensions discursives, idéologiques, violentes, institutionnelles et communicationnelles à travers lesquelles se perpétuent les inégalités de genre. Une lecture croisée à partir des théories féministes (Butler, 1990 ; Scott, 1988), de la théorie des dynamiques de genre (Connell, 2002) et de la théorie critique de la communication (Habermas, 1984 ; Fraser, 1990) permet de mieux comprendre les logiques profondes à l'œuvre dans ces dynamiques. Judith Butler (1990), dans sa théorie de la performativité du genre, montre que le genre n'est pas une essence naturelle mais une construction sociale reproduite à travers les discours et pratiques. Les énoncés tels que « une femme ne doit pas trop parler » ou « mon mari décide de tout » sont des actes de langage qui produisent et naturalisent la soumission féminine. La parole devient alors un outil de reproduction de la norme genrée, intégrée très tôt par les femmes elles-mêmes à travers l'éducation, la religion ou les médias. Joan Scott (1988) rejoint cette idée en affirmant que le genre est un mode de signification primaire des rapports de pouvoir, structurant à la fois les discours et les institutions. Elle met en évidence comment le genre s'inscrit dans les systèmes

symboliques qui justifient les inégalités comme étant naturelles. La théorie des dynamiques de genre proposée par Raewyn Connell (2002) renforce cette lecture en introduisant la notion de masculinité hégémonique, laquelle structure les hiérarchies entre les sexes. Les représentations stéréotypées relayées par les médias femme = soumise, mère ; homme = chef, décideur contribuent à stabiliser un ordre genré inégalitaire. Ces stéréotypes légitiment également la violence verbale et physique, acceptée comme un prolongement des rôles sociaux : la femme est tenue au silence même dans la souffrance, comme en témoigne le verbatim « quand il me frappe, je ne dis rien ». Connell explique que cette violence n'est pas marginale mais au cœur de la reproduction des rapports de domination. Du point de vue de la théorie critique de la communication, Jürgen Habermas (1984) considère que la démocratie suppose des espaces de communication rationnels, où les individus peuvent participer sur un pied d'égalité. Or, les faits exposés dans le tableau révèlent une forte asymétrie communicationnelle : la parole féminine est censurée, ridiculisée ou disqualifiée, ce qui empêche une véritable délibération. L'énoncé « quand une femme parle trop, on dit qu'elle est mal élevée » illustre cette forme de silenciation symbolique. Nancy Fraser (1990) critique elle aussi la neutralité apparente de la sphère publique, montrant qu'elle est historiquement structurée par des normes masculines excluant les voix féminines. Elle propose la création de « sphères contre-publiques » où les femmes pourraient reconstruire leurs récits et faire entendre leurs revendications. Enfin, les inégalités institutionnelles (éducation, justice, santé) relèvent d'un cadre structurel qui reproduit l'infériorisation des femmes. Ces inégalités révèlent, selon Scott, le rôle du genre dans l'organisation des institutions sociales. Fraser les analyse comme des injustices sociales à la fois économiques (privation de ressources), culturelles (dévalorisation des identités féminines) et politiques (exclusion de la participation). Pour y

remédier, elle appelle à une transformation à la fois matérielle et symbolique des structures sociales. En somme, ce tableau met en évidence que la communication – qu'elle soit verbale, symbolique ou institutionnelle joue un rôle stratégique dans la perpétuation de l'asservissement des femmes ivoiriennes. Toutefois, en mobilisant les outils critiques issus des théories féministes et de la communication, il est possible de réorienter cette communication vers l'autonomisation, en favorisant des pratiques discursives alternatives, la subversion des normes de genre et la réappropriation des espaces publics de parole. Cela suppose une reconfiguration des rapports de pouvoir tant sur le plan symbolique que structurel, afin de permettre une véritable égalité de genre.

2. 2 Représentations et récits d'autonomisation (affirmation de soi, leadership, accès à l'éducation et à la sphère publique)

Les représentations et récits d'autonomisation sont les histoires ou discours qui décrivent comment une femme ou un groupe de femmes a accédé à plus de liberté, d'indépendance ou de pouvoir dans la société ivoirienne. Le tableau suivant présente les types de récits d'autonomisation exprimés par les femmes interrogées, en mettant l'accent sur les dimensions de l'affirmation de soi, du leadership, et de l'accès à l'éducation et à la sphère publique. Ces récits traduisent des parcours variés de dépassement des normes restrictives, ainsi qu'une volonté de repositionnement actif dans l'espace social. Le tableau suivant illustre comment les femmes se représentent elles-mêmes dans leur processus d'autonomisation, mais aussi comment elles sont perçues à travers les récits sociaux, médiatiques ou institutionnels.

Tableau 2 : Représentations et récits d'autonomisation des femmes ivoiriennes

Dimensions d'autonomisation	Manifestations / Récits	Canaux de communication	Verbatims clés / Indicateurs
Affirmation de soi / expression libre	Rejet des normes de silence, prise de parole assumée	Réseaux sociaux, radio, espaces associatifs	« J'ai le droit de dire ce que je pense »,75% des enquêtés, « Je ne veux plus me taire pour faire plaisir » 55% des enquêtées
Leadership féminin émergent	Femmes leaders communautaires, entrepreneures, élues	Médias locaux, ONG, plaidoyers publics	Figures inspirantes visibles : Agnès KRAIDY (écrivaine et journaliste) , Pulchérie GBALE , Dao GABALA (société

			civile) rôles modèles positifs présentés 45% des enquêtées
Accès à l'éducation	Élévation du niveau scolaire des filles, poursuite d'études supérieures	École, campagnes éducatives, familles engagées	« Je veux devenir ingénieure » 35% des enquêtées, « Mes parents m'ont soutenue dans mes études » 65% des enquêtées
Engagement dans la sphère publique	Participation politique, associative, militante	Plateformes citoyennes, réseaux féminins	Candidatures féminines, interventions publiques, tribunes dans les médias 55% des enquêtées
Usage stratégique du numérique	Utilisation des réseaux pour	Facebook, WhatsApp,	Pages féministes, femmes

	informer, mobiliser, entreprendre	YouTube, blogs	influentes en ligne, sororité numérique 45% des enquêtées
--	---	-------------------	--

Source : notre proposition

Le tableau sur les représentations et récits d'autonomisation des femmes ivoiriennes met en évidence une dynamique transformatrice des rapports de genre à travers cinq dimensions clés : l'affirmation de soi, le leadership, l'accès à l'éducation, l'engagement public et l'usage stratégique du numérique. Ces manifestations, largement portées par des canaux de communication variés réseaux sociaux, médias, espaces associatifs ou plateformes citoyennes peuvent être analysées à la lumière des théories féministes, des dynamiques de genre et de la communication critique, qui offrent une lecture en profondeur des mécanismes de subjectivation, de résistance et de production discursive à l'œuvre. Les verbatims tels que « J'ai le droit de dire ce que je pense » ou « Je ne veux plus me taire pour faire plaisir » témoignent d'une rupture avec les normes de silence historiquement imposées aux femmes, que Judith Butler conceptualise comme une subversion performative des rôles de genre. En affirmant leur parole, les femmes ne se contentent pas de parler, elles réécrivent les scripts de genre à travers des actes performatifs qui redéfinissent leur place dans la société (Butler, 1990). Ces récits marquent une non essentialisation du féminin, affirmant que l'identité de genre est construite, répétée, et donc susceptible d'être transformée. Par ailleurs, l'émergence de femmes leaders communautaires ou politiques participe à la déconstruction de l'ordre symbolique patriarcal, ce que Joan Scott identifie comme une contestation de la manière dont le

genre organise les relations de pouvoir (Scott, 1988). Ces femmes qui deviennent des figures visibles et inspirantes opèrent une reconfiguration de la légitimité sociale, rejoignant l'analyse de Raewyn Connell selon laquelle le genre est une structure dynamique où des formes alternatives de féminité peuvent résister à l'hégémonie masculine (Connell, 2002). L'accès accru à l'éducation pour les filles constitue une autre modalité fondamentale d'autonomisation, car il produit une redistribution du capital culturel et symbolique, ce qui favorise la mobilité sociale et l'élargissement des aspirations individuelles. Dans cette perspective, l'école et la famille engagée deviennent des institutions de transformation, capables de rompre avec les logiques de reproduction genrée analysées par Connell. L'entrée des femmes dans la sphère publique à travers la politique, l'activisme ou la citoyenneté associative traduit un élargissement de leur espace d'expression et de pouvoir, longtemps confiné au privé. Toutefois, cette participation s'effectue souvent dans des espaces parallèles ou émergents que Nancy Fraser qualifie de « contre-publics subalternes », c'est-à-dire des sphères où les groupes marginalisés développent leurs propres discours pour contester l'exclusion de l'espace public dominant (Fraser, 1990). Ainsi, les plateformes citoyennes et réseaux féminins mentionnés dans le tableau incarnent ces nouveaux espaces de délibération et de légitimation, qui échappent à l'idéal habermassien d'un espace public unique et rationnel, souvent aveugle aux inégalités structurelles de genre (Habermas, 1984). Enfin, l'usage stratégique du numérique apparaît comme une forme contemporaine d'empowerment : les réseaux sociaux, blogs et groupes en ligne deviennent des lieux de solidarité, de diffusion de récits alternatifs et de construction de subjectivités féminines multiples. Cette « sororité numérique » permet non seulement la circulation des savoirs et des modèles d'émancipation, mais elle fonctionne aussi comme un dispositif performatif, au sens

butlérien, de redéfinition des normes genrées dans des espaces virtuels encore peu régulés par les codes traditionnels. Ces outils numériques s'imposent comme des médias alternatifs dans lesquels les femmes prennent la parole, visibilisent leurs luttes, mobilisent des communautés, et produisent une narration collective de leur autonomie en dehors des circuits traditionnels du pouvoir et de la légitimation. Ainsi, à travers ces récits d'affirmation, d'action et de solidarité, la communication ne se limite pas à une fonction instrumentale, mais devient un levier stratégique de recomposition des rapports de genre, en s'inscrivant dans un processus de transformation sociale critique. L'autonomisation des femmes ivoiriennes, telle qu'elle se manifeste dans le tableau, apparaît donc comme un processus discursif, performatif et stratégique, où la communication est à la fois l'arène, l'outil et le vecteur d'un renversement des normes patriarcales et d'une réinvention du pouvoir féminin.

2.3 Rôle et impact de la communication (médias, campagnes, société civile, réseaux sociaux)

La communication est bien plus qu'un simple outil technique dans l'autonomisation de la femme ivoirienne. Les médias et les campagnes de sensibilisation apparaissent comme des outils ambivalents : ils peuvent tantôt reproduire des normes sexistes, tantôt promouvoir des modèles alternatifs d'autonomisation féminine (Fraser, 2005 ; Tufte, 2013). Les réseaux sociaux, en particulier, offrent un espace de contre-discours permettant aux femmes de prendre la parole, de dénoncer les violences et d'initier des dynamiques collectives (Mendes et al., 2019). Le rôle de la société civile s'avère crucial dans la production de contenus critiques et la médiation entre les institutions et les citoyennes. Les campagnes portées par des ONG féministes ou des mouvements populaires sont souvent mieux adaptées aux réalités locales et aux sensibilités culturelles (Moueffe, 2000 ; Tufte, 2017). Ce tableau met en relief l'efficacité variable des

différents canaux de communication dans les processus d'autonomisation

Tableau 3 : Rôle et impact des canaux de communication dans l'autonomisation des femmes ivoiriennes

Canal de communication	Rôles observés	Impacts sur l'autonomisation	Exemples concrets
Médias traditionnels (radio, TV)	Diffusion de modèles féminins inspirants ; Sensibilisation sur les droits	Changement progressif des représentations collectives ; ouverture à la parole publique	Émissions animées par des femmes, portraits de femmes leaders, chroniques sur les droits
Campagnes de sensibilisation (État, ONG)	Éducation populaire, lutte contre les violences, promotion de l'égalité	Accès à l'information, mobilisation locale, engagement communautaire	Campagnes « Tolérance Zéro », projets de formation pour filles, ateliers de leadership
Société civile / ONG locales	Renforcement des capacités, plaidoyer, accompagnement	Empowerment individuel et collectif ; structuration de contre-	Associations comme AWIF, FIDH, centres d'écoute,

		pouvoirs féminins	cliniques juridiques
Réseaux sociaux et espaces numériques	Prise de parole autonome, mobilisation féministe, soutien mutuel	Visibilité des récits individuels ; émergence d'une culture numérique féminine	Hashtags féministes ivoiriens, lives Facebook éducatifs, témoignag es viraux

Source : notre proposition

La communication, dans sa diversité de canaux et d'acteurs, joue un rôle de plus en plus stratégique dans l'autonomisation des femmes ivoiriennes. Les médias traditionnels, longtemps vecteurs de stéréotypes, deviennent progressivement des espaces de narration alternative où émergent de nouvelles figures du féminin : entrepreneures, militantes, expertes, mères résilientes, etc. La visibilité médiatique confère aux femmes une légitimité sociale croissante, leur permettant d'être perçues non plus seulement comme des bénéficiaires, mais comme des actrices du développement. Dans cette dynamique, les campagnes de sensibilisation menées par l'État, les ONG ou les agences internationales participent à une reconfiguration cognitive des normes sociales. Elles contribuent à briser les silences autour des violences sexistes, à encourager l'éducation des filles, ou à promouvoir la santé reproductive. Bien que leur portée soit parfois limitée par les contextes culturels locaux, ces campagnes agissent comme des déclencheurs discursifs : elles introduisent de nouveaux langages, de nouvelles questions, et stimulent des débats publics autrefois impensables. La société civile joue un rôle de médiation critique. Elle agit à la fois comme interface entre les femmes et les institutions, et comme

espace d'expérimentation de la parole et de l'action féminine. Les ONG féminines offrent aux femmes des outils discursifs, juridiques, économiques pour se redéfinir en dehors des rôles genrés imposés. Ces organisations sont souvent les seules à proposer un encadrement de proximité permettant de passer du discours à la pratique dans l'autonomisation. Les réseaux sociaux et le numérique ouvrent quant à eux une dimension nouvelle de la lutte : l'autonomisation par et dans la parole libre. Ces espaces permettent une auto-représentation, affranchie du filtre masculin ou institutionnel. Des femmes racontent leur quotidien, dénoncent des violences, revendiquent des droits, se soutiennent mutuellement. On assiste ainsi à la constitution de contre-publics numériques (Fraser), où les règles de parole sont redéfinies, souvent de manière transgressive, pour sortir du silence historique des femmes. Judith Butler permet de lire cette explosion des prises de parole comme des actes performatifs de résistance : en parlant publiquement, en nommant leur vécu, les femmes fabriquent un autre genre de sujet politique. Ces prises de parole sont autant de gestes de désobéissance au régime du silence imposé. Joan Scott y verrait une relecture de l'histoire par celles qui n'y avaient pas droit de cité. Connell éclaire cette transformation comme le résultat d'un affrontement symbolique avec la masculinité hégémonique, qui perd de son autorité dès lors que les femmes investissent les codes de pouvoir langage, image, discours, espace public. La grille d'analyse de Habermas rappelle toutefois que pour que cette parole produise des effets sociaux réels, elle doit pouvoir s'inscrire dans un espace public où les conditions d'égalité sont garanties. Or, les obstacles persistent : harcèlement en ligne, disqualification des femmes dans les débats politiques, accès limité au numérique en zone rurale. Fraser vient alors compléter ce diagnostic en insistant sur l'importance de soutenir les espaces de contre-discours féminins, non pas comme des périphéries isolées, mais comme des leviers de transformation du centre. Ainsi, la communication

en tant que langage, pratique sociale et infrastructure technique se révèle être à la fois le lieu du pouvoir patriarcal et son point de fragilité. En s'en emparant, les femmes ivoiriennes participent activement à la redéfinition des rapports sociaux de sexe, non pas seulement par la contestation, mais aussi par la création, la narration, la représentation et la médiation. C'est à travers cette parole reprise et détournée que se tisse la possibilité d'une égalité plus concrète. Longtemps utilisée comme vecteur de normes patriarcales et d'assignation des rôles genrés, la communication en Côte d'Ivoire devient aujourd'hui un espace stratégique de contestation et de redéfinition du statut de la femme, oscillant entre asservissement symbolique et autonomisation réelle. Le tableau ci-après offre une grille d'analyse permettant de mieux appréhender cette dynamique.

Tableau 4 : comparatif asservissement vs autonomisation par la communication

Formes de communication	Effets d'asservissement	Potentiels d'autonomisation
Discours familiaux et traditionnels	Transmission de normes patriarcales, silenciation de la parole féminine	Revalorisation des récits de femmes, inclusion dans les processus de socialisation des filles
Langage et stéréotypes	Reproduction de représentations figées du féminin, exclusion symbolique	Déconstruction des stéréotypes, émergence de nouveaux récits identitaires
Médias traditionnels	Invisibilisation ou hypersexualisation	Création de contenus

	des femmes, renforcement des rôles domestiques	médiatiques par les femmes, modèles de réussite féminins visibles
Communication institutionnelle	Faible consultation des femmes dans les politiques, langage administratif genré	Intégration de perspectives de genre, langage inclusif, participation citoyenne féminine
Religion et espace communautaire	Justification morale de la soumission, légitimation des violences symboliques	Lecture critique des textes, prise de parole dans les espaces religieux alternatifs
Violences verbales et symboliques	Normalisation de l'humiliation et du contrôle	Sensibilisation, campagnes contre les violences de langage, empowerment discursif
Accès au numérique et réseaux sociaux	Nouvel espace de harcèlement et de reproduction des stéréotypes	Plateformes d'expression autonome, sororité digitale, plaidoyers féministes

Source : notre proposition

Les formes de communication observées dans les pratiques sociales ivoiriennes révèlent un double visage. D'un côté, elles perpétuent l'asservissement des femmes en tant qu'outils de transmission de normes patriarcales, par le langage, les

représentations, et la distribution inégale de la parole. Le discours traditionnel, la sphère familiale, les médias ou encore les institutions publiques véhiculent un modèle de féminité passive, silencieuse et dépendante, souvent naturalisé par les codes culturels ou religieux. Cette communication asymétrique ne se limite pas à l'exclusion des femmes de la parole publique ; elle façonne les subjectivités féminines elles-mêmes, en les incitant à intérioriser la domination comme une norme. L'analyse de Judith Butler éclaire ce processus comme un effet performatif : les femmes "deviennent" femmes en répétant des actes de soumission langagière et corporelle. Joan Scott souligne que cette production discursive du genre s'inscrit dans une histoire politique du silence et de la hiérarchisation sexuelle. Connell, pour sa part, montre que la communication institutionnalise une masculinité hégémonique, que ce soit par le contrôle de la parole ou par la marginalisation des contre-discours féminins.

Pourtant, ce même système de communication peut être retourné. Dans une perspective critique inspirée de Fraser, les femmes peuvent s'emparer d'espaces alternatifs pour créer des "contre-publics subalternes", où leur parole ne subit plus la censure sociale ou la dérision. Le numérique, les médias communautaires, les réseaux associatifs ou les mouvements féminins deviennent des lieux de recomposition identitaire, de plaidoyer et de résistance. La communication devient alors un outil de désidentification, de réécriture de soi, et de projection collective vers de nouveaux possibles. En investissant le langage avec leurs propres significations, les femmes cessent d'être parlées pour se dire elles-mêmes, renversant le stigmate en stratégie. Ce déplacement, cependant, reste fragile : il suppose un travail critique, une accessibilité technologique, et surtout une volonté politique de reconnaissance. Il ne suffit pas de parler ; encore faut-il être écoutée, entendue, et prise au sérieux dans l'espace social. C'est là que réside le défi de la transformation

des dynamiques de genre par la communication : faire du langage un lieu de pouvoir partagé, et non d'oppression reconduite.

3. Discussion des résultats

L'analyse des données issues de cette étude fait émerger trois axes de réflexion : l'asservissement de la femme comme construction sociale de l'inégalité de genre ; l'autonomisation comme levier de réhabilitation ; et la communication comme instrument stratégique de transformation. Ces dimensions dialoguent avec les grandes théories critiques du genre et de la communication, permettant une lecture enrichie des dynamiques sociales à l'œuvre.

3. .1 *L'asservissement féminin comme construction sociale de l'inégalité*

Les résultats de l'enquête confirment que l'asservissement des femmes en Côte d'Ivoire est profondément enraciné dans les normes socioculturelles, lesquelles produisent des rôles de genre différenciés et hiérarchisés. Dans la perspective de Joan Scott (1988), le genre est un champ primaire au sein duquel se nouent les relations de pouvoir. Ce constat est illustré par la répartition inégale des tâches dès l'enfance, la marginalisation de la fille dans l'éducation, et les pratiques telles que le mariage précoce ou l'excision, qui traduisent un contrôle patriarcal sur les corps féminins. Selon Raewyn Connell (2002), le genre ne relève pas d'une essence mais d'une structure relationnelle mouvante, dans laquelle la masculinité hégémonique se maintient en subordonnant les autres genres. Cette structuration se retrouve dans la domination symbolique exercée sur les femmes, tant dans le cadre familial que communautaire : « Ton père et ta mère pourraient venir te réprimander dans ton ménage si jamais tu ne te pliais pas aux décisions de ton époux » (témoignage,

Zoumanavogo). Ce conditionnement transgénérationnel, naturalisé, entre en contradiction avec les principes universels de la Déclaration des Droits de l'Homme, mais aussi avec les normes internationales de lutte contre la discrimination sexuelle. Comme le souligne Judith Butler (1990), le genre est une performance répétée, une norme imposée qui se présente comme naturelle mais qui est historiquement et culturellement construite. La femme est ainsi assignée à une position d'infériorité à travers des pratiques sociales récurrentes, et son agentivité est niée dès le plus jeune âge.

3. 2 *L'autonomisation comme processus de réhabilitation sociale*

En contrepoint à cette situation, l'étude révèle que l'autonomisation socioéconomique constitue une voie essentielle vers la revalorisation du rôle féminin. Loin d'être une simple amélioration des conditions de vie, elle engage une transformation des rapports de pouvoir. Pour Joanna Nappi (2017), l'autonomisation économique est un levier fondamental pour la réduction de la pauvreté et la construction d'un développement inclusif, contribuant directement à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD). À travers les Groupes d'Initiative Commune (GIC), les femmes rurales reprennent le contrôle de leur production et renforcent leur pouvoir d'action. Elles défrichent, cultivent, transforment et commercialisent, prouvant que l'autonomie économique est un vecteur de dignité. Ici, l'autonomisation agit comme une réponse à l'exclusion, notamment pour les mères célibataires, veuves ou orphelines, souvent stigmatisées. La théorie féministe insiste sur l'importance de l'appropriation subjective du pouvoir, ce que Nancy Fraser (1990) appelle la "reconnaissance" comme complément à la "redistribution". Ainsi, les femmes ne se contentent pas de réclamer des ressources économiques ; elles

revendiquent un changement dans la manière dont elles sont perçues et valorisées dans l'espace public.

De plus, la participation des femmes à la sphère politique, comme le révèlent certaines enquêtes, renforce cette dynamique. Pour que cette participation soit effective, il est nécessaire de mettre fin aux pratiques discriminatoires et d'encourager l'émergence de parcours de leadership inclusifs.

3. 3 La communication comme levier stratégique de transformation des rapports de genre

La communication apparaît comme un instrument de médiation sociale et de redéfinition des imaginaires collectifs, rejoignant ainsi les fondements de la théorie critique de la communication. Pour Jürgen Habermas (1984), la communication est un outil de construction du consensus et de transformation des rapports sociaux dans un espace public délibératif. Les médias (radios locales, séries télévisées, réseaux sociaux) agissent comme des catalyseurs de changement, en déconstruisant les stéréotypes et en valorisant l'image de la femme. Selon McQuail (2000), les médias peuvent "jouer un rôle de catalyseur dans la modification des représentations sociales", ce qui est fortement confirmé par les données de l'étude sur le rôle des médias socionumériques : les femmes se réapproprient les outils numériques (Facebook, WhatsApp) pour s'exprimer, créer leur propre image (\$self-branding\$ comme autonomisation économique), et élargir leur influence, notamment à travers le plaidoyer en ligne contre les violences basées sur le genre. Dans cette dynamique, la communication devient un espace de résistance, comme le souligne Ngugi wa Thiong'o (1993) : "les histoires façonnent notre compréhension du monde". La narration médiatique des parcours féminins d'autonomisation (soutenus par le Programme DICEFA, par exemple) devient alors une arme symbolique pour redéfinir les normes de genre en rendant crédible le modèle de la femme entrepreneure et leader. Le

plaidoyer, la communication politique et institutionnelle jouent ici un rôle décisif : nommer, c'est faire exister (Bourdieu, 1998). La communication gouvernementale autour des nouvelles lois (Constitution 2020) et des grands programmes confère une légitimité symbolique aux activistes qui peuvent interpellier les résistances coutumières (droit foncier, héritage) au nom du droit. De plus, la communication participative et contextualisée, ancrée dans les réalités locales (radios communautaires, femmes relais), permet une adhésion plus forte aux messages de changement. L'étude montre que l'efficacité des messages d'égalité est conditionnée par cette co-construction, renforçant ainsi l'agentivité des femmes en les rendant actrices et porte-paroles de leur propre libération. Les résultats de cette étude mettent en lumière les mécanismes multidimensionnels de l'asservissement féminin en Côte d'Ivoire, tout en soulignant les potentialités transformatrices de l'autonomisation économique et de la communication sociale. Ces dynamiques s'inscrivent dans une tension constante entre reproduction et subversion des normes genrées. Loin d'un simple phénomène individuel, l'émancipation féminine est une construction sociale, politique et culturelle, qui ne peut se penser hors des cadres théoriques du genre. La communication, en tant qu'outil de médiation symbolique, agit comme un levier stratégique de transformation, en déconstruisant les imaginaires sexistes et en valorisant des modèles alternatifs. Ainsi, comme le suggère Judith Butler (1990), le genre peut être rejoué autrement, dans une perspective d'émancipation. À condition toutefois que la communication soit inclusive, incarnée et contextualisée, elle peut ouvrir des brèches vers une société plus égalitaire. En cela, les récits médiatiques doivent être repensés non pour renforcer l'image de la femme victime (stéréotype encore présent), mais pour mettre en avant les femmes actrices de leur propre transformation, afin de faire émerger une nouvelle épistémologie du genre qui célèbre la femme-leader.

Conclusion

Cette étude avait pour objectif d'analyser le rôle stratégique de la communication dans les dynamiques de genre et les processus d'autonomisation des femmes en Côte d'Ivoire. Il s'agissait de comprendre comment la communication, loin d'être un simple outil neutre de transmission, devient un espace de pouvoir, de reproduction des inégalités mais aussi de contestation et de transformation sociale. Pour atteindre cet objectif, une approche qualitative a été privilégiée. Inscrite dans une démarche compréhensive (Weber, 1971) et inductive (Glaser & Strauss, 1967), la recherche s'est appuyée sur des entretiens semi-directifs menés auprès de 25 femmes engagées dans des initiatives d'autonomisation, issues de divers secteurs société civile, organisations féminines, médias, entrepreneuriat et activisme numérique. Ces entretiens, conduits entre juin et septembre 2025, en face à face ou à distance, ont permis de restituer les points de vue et les trajectoires des enquêtées, tout en identifiant les mécanismes communicationnels mobilisés dans leurs expériences d'émancipation. L'entretien semi-directif, en favorisant un échange souple (Blanchet & Gotman, 2010), a permis d'explorer les significations attribuées aux actions, aux obstacles rencontrés et aux stratégies discursives déployées. L'analyse des données s'est appuyée sur une analyse thématique selon une grille d'analyse synoptique, permettant de découper et d'interpréter les unités de sens (vocabulaire, expressions, adjectifs clés) afin de faire émerger les idées saillantes, les convergences et divergences, et d'identifier les tendances selon des critères tels que l'âge, le milieu social, le niveau d'éducation ou le statut professionnel. Parallèlement, une analyse de contenu (Bardin, 2013) a été appliquée à un corpus médiatique (articles de presse, émissions audiovisuelles, publications numériques) afin d'examiner la mise en récit du genre et les rapports de pouvoir symbolique à l'œuvre dans

l'espace public. Enfin, la triangulation des données (Flick, 2004), combinant entretiens, observations de terrain et analyse documentaire, a renforcé la validité des résultats et la profondeur interprétative de l'étude. Les résultats ont mis en lumière le rôle central de la communication dans la construction, la contestation et la reconfiguration des rapports de genre. L'asservissement des femmes repose souvent sur une communication silencieuse ou normative : langage patriarcal, stéréotypes médiatiques, invisibilisation dans la sphère publique. Cependant, des formes d'autonomisation émergent avec force à travers des récits d'affirmation de soi, d'engagement éducatif, de leadership ou de mobilisation numérique. Ces nouvelles dynamiques révèlent un retournement des normes qui n'est ni homogène ni linéaire : il implique une pluralité d'actrices sociales, aux stratégies multiples, investissant divers canaux médias classiques, réseaux sociaux, espaces communautaires. Ainsi, le combat féministe ivoirien contemporain se joue autant sur le terrain du droit que sur celui du discours. Il s'agit non seulement de permettre aux femmes de parler, mais aussi de transformer les conditions de possibilité de la parole : qui parle, depuis quel lieu, avec quelle autorité et pour être entendue par qui ? Les transformations observées témoignent d'un double processus : d'un côté, une appropriation croissante des outils communicationnels par les femmes ; de l'autre, une résistance persistante des structures patriarcales à la redistribution de la parole. Sur le plan social, cette étude contribue à renforcer la compréhension des rapports de genre en Côte d'Ivoire en mettant en évidence le rôle structurant de la communication dans les processus d'émancipation féminine. Elle offre des pistes d'action pour les politiques publiques, les médias et les organisations communautaires, en vue de promouvoir des pratiques communicationnelles inclusives, d'encourager la participation des femmes à la vie publique et de consolider les dynamiques d'égalité et de justice sociale. En ce sens, toute politique de

genre véritablement transformatrice devra intégrer la dimension communicationnelle comme levier central : soutien aux médias alternatifs, inclusion de récits pluriels dans les campagnes publiques, valorisation des voix féminines rurales, renforcement des contre-publics numériques. Enfin, les perspectives ouvertes par cette recherche sont multiples : approfondir l'analyse dans une approche comparative régionale, croiser le genre avec d'autres axes d'inégalités (classe, âge, ethnicité), ou encore engager un dialogue entre les discours féminins émergents et les nouvelles formes de masculinité, afin de mieux comprendre les résistances et les alliances possibles dans la reconfiguration du champ social. En définitive, penser la communication comme espace de genre, c'est reconnaître que les rapports entre femmes et hommes se jouent aussi et peut-être surtout dans la capacité à dire, se dire et être entendue, au cœur d'un espace public ivoirien en mutation.

Références bibliographiques

BARDIN Laurence, 2013. *L'analyse de contenu* (14e éd.), Presses Universitaires de France, Paris.

BLANCHET Alain et GOTMAN Anne, 2010. *L'enquête et ses méthodes : L'entretien*, Armand Colin, Paris.

BOURDIEU Pierre, 1998. *La domination masculine*, Seuil, Paris.

BUTLER Judith, 1990. *Trouble dans le genre : Le féminisme et la subversion de l'identité*, Routledge, Londres.

CONNELL Raewyn W., 1987. *Genre et pouvoir : Société, personnalité et politique sexuelle*, Stanford University Press, Stanford.

CONNELL Raewyn W., 2002. *Le genre*, Polity Press, Cambridge.

CRENSHAW Kimberlé, 1991. « Mapping the margins: Intersectionality, identity politics, and violence against women

of color », *Stanford Law Review*, Vol. 43, n°6, pp. 1241–1299.
<https://doi.org/10.2307/1229039>

FLICK Uwe, 2004. « La triangulation en recherche qualitative », in FLICK U., von KARDORFF E. & STEINKE I. (dir.), *La recherche qualitative : Une boîte à outils*, pp. 178–183, SAGE Publications, Londres.

FRASER Nancy, 1990. « Rethinking the public sphere: A contribution to the critique of actually existing democracy », *Social Text*, n°25/26, pp. 56–80. <https://doi.org/10.2307/466240>

FRASER Nancy, 2005. *Qu'est-ce que la justice sociale ?*, La Découverte, Paris.

GLASER Barney G. & STRAUSS Anselm L., 1967. *La découverte de la théorie ancrée : Stratégies pour la recherche qualitative*, Aldine Publishing, Chicago.

HABERMAS Jürgen, 1962. *L'espace public : Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, trad. franç., Payot, Paris.

HABERMAS Jürgen, 1984. *Théorie de l'agir communicationnel. Tome 1 : Rationalité de l'agir et rationalisation de la société*, trad. T. McCarthy, Beacon Press, Boston.

MCQUAIL Denis, 2000. *La théorie de la communication de masse de McQuail*, Sage, Londres.

MENDES Kaitlynn, RINGROSE Jessica & KELLER Jessalynn, 2019. *Le féminisme numérique : Les filles et les femmes contre la culture du viol*, Oxford University Press, Oxford.

MIÈGE Bernard, 2005. *La société conquise par la communication*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

MOUFFE Chantal, 2000. *Le paradoxe démocratique*, Verso, Londres.

NAPPI Julia, 2017. *Empowering women for sustainable development : Rapport ONU Femmes* [en ligne].

NGUGI wa THIONG'O, 1993. *Déplacer le centre : Lutte pour les libertés culturelles*, James Currey, Londres.

SCOTT Joan, 1988. *Le genre et la politique de l'histoire*, Columbia University Press, New York.

SCOTT Joan W., 1986. « Le genre : Une catégorie utile d'analyse historique », *American Historical Review*, n°91(5), pp. 1053–1075.

TUFTE Thomas, 2013. *Communication et changement social : Une perspective citoyenne*, Nordicom Review, Göteborg.

WEBER Max, 1971. *Économie et société*, trad. T. Parsons, Plon, Paris.

WOLTON Dominique, 1997. *Penser la communication*, Flammarion, Paris.